

Les Amériques en juillet 2001

Chronique thématique

Le Pérou et la Communauté andine

Louis-F. Gaudet¹

Pérou

Le deuxième tour du scrutin présidentiel péruvien a confirmé la victoire attendue du candidat Alejandro Toledo Manrique, lui qui avait boycotté le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2000, entachées d'irrégularités. Cette élection avait reconduit au pouvoir, pour un troisième mandat d'affilée, Alberto Fujimori. La surprise de cette élection fut davantage le retour en force de l'APRA et de son chef, l'ancien président Alan Garcia (1985-1990) qui passa au deuxième tour et réussit à capter près de 47 % du vote. La gestion économique catastrophique de l'époque avait conduit le pays dans un véritable climat d'anomie sociale, ponctué par le renforcement des mouvements de guérillas d'extrême gauche et l'hyperinflation. La plupart des sondages et des analystes prévoient un deuxième tour entre Toledo et la conservatrice Lourdes Flores Nano. Après une décennie de fujimorisme, la dernière élection s'est déroulée sans anicroche majeure et dans un climat de reconsolidation des partis politiques et des mouvements indépendants de la société civile.

La passation des pouvoirs aura lieu le 29 juillet, sur le site mythique du sanctuaire historique de Machu Picchu. Promesse électorale du candidat Toledo, se voulant à la fois un signe de décentralisation politique du pays et un hommage aux cultures indigènes du Pérou dont il est descendant, la cérémonie protocolaire réunira près de 300 dignitaires en ce haut lieu de la culture péruvienne. La tâche sera par contre lourde pour le nouveau gouvernement élu démocratiquement et dont la population, et plus particulièrement la classe moyenne, est présentement en réorganisation afin de construire un mouvement de vigilance citoyenne. L'équipe de l'ex économiste de la Banque mondiale fera face à d'importants défis après dix années de régime autoritaire et de réformes néo-libérales ayant provoqué une désindustrialisation du pays et la stagnation actuelle de l'économie. Les premières tâches d'importance du gouvernement Toledo se situeront sur le plan des relations extérieures, économique et judiciaire.

Le premier geste du nouveau président, Alejandro Toledo Manrique, fut d'entreprendre une tournée diplomatique aux États-Unis puis en Europe, et ce, avant même son entrée en fonction². Cette tournée avait pour double objectif la réintégration du Pérou dans les circuits

¹ L'auteur est actuellement en mission de recherche au Pérou. lf_gaudet@yahoo.ca

² Toledo et son équipe se sont d'abord rendus à Washington et New York afin d'y rencontrer le président Bush, le FMI et la communauté financière new-yorkaise, réunie sous les auspices du *Council of the Americas*, qui offrit une tribune à Toledo afin que ce dernier y présente son programme économique. Il a réaffirmé l'importance de nouveaux investissements dans le secteur social. La réponse des grands investisseurs fut plutôt tiède, n'ayant vu dans le discours du nouveau président péruvien que des vœux pieux au sujet de la saine administration de l'économie péruvienne, passant par des réductions d'impôt, la chasse à l'évasion fiscale et un meilleur cadre juridique protégeant les investissements étrangers. Les grands investisseurs ont critiqué le manque de précision de Toledo quant aux moyens que mettra en œuvre son prochain gouvernement pour contrôler le déficit fiscal et de le faire descendre sous la barre des 2 % du PIB, financer les nouveaux investissements sur le plan social et développer son

financiers internationaux et de rompre l'isolement politique dans lequel se trouvait le pays en raison des irrégularités commises par le gouvernement Fujimori au cours des deux dernières années. Coïncidant à quelques jours près avec le tremblement de terre qui a durement touché le 23 juin dernier la majeure partie du sud du pays, la tournée diplomatique a pris un visage inattendu et permis la conclusion d'ententes nettement supérieures aux objectifs établis au départ. Selon les informations disponibles, la tournée du président permis de débloquent de nouveaux crédits, de convertir et de renégocier une partie de la dette externe, et de signer plusieurs protocoles de coopération non remboursables.

La somme totale des engagements financiers de la part des partenaires étrangers, dont les détails demeurent toujours flous, s'élèverait à un peu plus de 1,7 milliards de dollars É.-U. De ce montant, 52 millions iront directement à l'aide à la reconstruction du Sud du pays. Près de 147 millions, provenant des États-Unis, de France, d'Allemagne et d'Espagne, seront également débloqués. Il s'agit principalement de fonds qui avaient été gelés suite aux irrégularités commises par le gouvernement d'Alberto Fujimori lors de ses deux dernières années au pouvoir, notamment après que celui-ci ait décidé de se représenter une troisième fois à la présidence alors que la constitution l'interdit et que de nombreuses irrégularités avaient entaché le scrutin présidentiel de l'an 2000.

Le président Toledo a également annoncé la mise sur pied d'une nouvelle instance de coordination pour le financement de son Programme d'urgence de réactivation de l'économie. L'instance, jusqu'ici appelée Conférence des donateurs, sera coordonnée par l'Espagne et la France. Y participeront également les États-Unis, l'Allemagne, le gouvernement de l'Union européenne de même que les grandes institutions financières multilatérales et les agences de coopération internationales, présentes par l'intermédiaire du Programme de développement des Nations Unies (PNUD.) Les détails du programme de réactivation n'ont pas encore été dévoilés, mais le président Toledo a déjà obtenu des fonds intérimaires, d'un montant total de 500 millions de dollars É.-U., pour les deux premières années du programme de réactivation. Les pays donateurs devraient se réunir à Madrid en septembre afin de finaliser les accords et planifier la poursuite des ententes pour les années ultérieures. Quant au gouvernement péruvien, ce dernier devrait être représenté par la nomination prochaine d'un coordinateur exécutif et d'un ambassadeur spécialement attitré au projet dans les relations extérieures du pays avec les pays donateurs. Le Programme d'urgence de réactivation de l'économie, composé de fonds coopération non remboursables et de crédits à long terme à taux préférentiel, prévoit notamment des investissements dans des infrastructures de base et la stimulation du secteur des micro-entreprises.

Sur le plan judiciaire, ce qui s'est avéré être la plus grande chasse à l'homme de l'histoire péruvienne a pris fin, non sans quelques rebondissements supplémentaires, avec la capture de l'ancien conseiller présidentiel et chef des services de renseignements (SIN), Vladimir Montesinos Torres, le 23 juin 2001 à Caracas. Pierre angulaire du régime autoritaire d'Alberto Fujimori dans la construction d'un réseau d'alliances comprenant militaires, juges, congressistes, hommes d'affaires et moyens de communication, Montesinos est probablement celui qui aura permis au président d'appliquer ses politiques de manière unilatérale. D'une part en achetant la fidélité des personnes d'influence et d'autre part, par la biais des services de renseignements dont il était le responsable, en organisant une vaste campagne de répression visant à désorganiser l'opposition populaire canalisée par les mouvements sociaux et les partis politiques. Vladimir Montesinos était, entre autres, recherché pour enrichissement illicite. Quelque 264 millions de dollars É.-U. sont aujourd'hui gelés dans des comptes à l'extérieur du pays et devraient constituer un élément clé de la poursuite, tout comme l'existence de dizaines de vidéos le montrant en train de remettre des pots de vins en échange d'un soutien au régime d'Alberto Fujimori. Les médias de Lima parlent de l'existence de dizaines de milliers de documents vidéos pouvant incriminer l'ancien conseiller présidentiel et son chef, le président déchu Fujimori.

On se rappellera que la "saga Montesinos" avait pris son envol avec la diffusion publique d'une vidéo le montrant remettre à un congressiste un montant de 15 000 \$ É.-U. Le président Fujimori, voyant le soutien populaire de son régime déjà fragile s'effriter, avait alors entrepris une chasse à l'homme contre son ex-conseiller. Ce dernier avait alors pris la fuite en direction du Panama, désirant y trouver refuge. Déclaré *persona non grata*, il n'eut d'autres choix que de revenir au Pérou, avec l'aide de certains militaires, et de planifier une nouvelle évasion, cette fois pour la fin octobre 2000, à destination du Venezuela. De multiples rumeurs avaient alors circulé sur les opérations de chirurgie plastique subies par Montesinos. De plus, deux opérations policières infructueuses, l'une à la fin mai et l'autre au début juin, avaient alimenté les rumeurs de protection de l'ex conseiller de la part des autorités vénézuéliennes. L'implantation d'un fort climat de suspicion avait devancé la visite de Hugo Chavez au nouveau président élu, Alejandro Toledo. Quelques jours plus tard, coïncidant avec la tenue du Sommet de la Communauté andine, Chavez devait lui-même annoncer la capture de l'homme dont la rançon promise par le gouvernement péruvien montait à quelque 5 millions de dollars. Les accusations contre Montesinos vont de l'abus de pouvoirs à l'article de trahison de la patrie, charge d'une extrême gravité, jusqu'ici l'affaire de poursuites contre les membres du Sentier lumineux et du MRTA, les deux mouvements de guérillas sanguinaires des années 80. Montesinos est également accusé de trafic d'armes et de drogues, de blanchiment d'argent, de manipulation du pouvoir judiciaire et des processus électoraux, d'entrave au congrès et à l'administration publique ainsi que de falsification de documents. De plus, une enquête est présentement en cours afin de voir les relations possibles entre Montesinos et des actes de violation des droits humains et d'assassinats, perpétrés par le *Grupo Colina*, groupe paramilitaire du début des années 90. De même, des liens pourraient être tissés entre l'ex conseiller et l'ordre d'exécution extra-judiciaire de la totalité des membres du MRTA lors du commando de libération de la prise d'otage de l'ambassade du Japon de Lima. Le gouvernement de transition a d'ailleurs annoncé la création d'une Commission de la Vérité afin de faire la lumière sur les cas de violation des droits humains entre 1980 et 2000, en autres sur les massacres de Barrios Altos et La Cantuta.

Les médias font aujourd'hui chou gras d'un réseau de corruption sur lequel ils ont dans le passé fermé les yeux sous les pressions de l'administration présidentielle. L'incident Baruch Iver, propriétaire d'origine israélienne d'un chaîne de télévision et qui avait été démis de sa nationalité péruvienne, pour son refus de se plier aux exigences du régime fujimoriste, avait confirmé les soupçons de contrôle des médias par l'exécutif présidentiel. Cette décision avait suscité de vives réactions de la part du gouvernement des États-Unis envers le Pérou. Le fonctionnement pervers du système d'information lors de la décennie fujimoriste a ouvert un débat au sein de la commission spéciale chargée d'évaluer une réforme du régime constitutionnel découlant de l'autogolpe de 1992 et du référendum de 1993. Il est question d'implanter un organe indépendant de supervision des médias, ce qui fermerait la porte, ou du moins rendrait plus difficile, toute manipulation des institutions politiques ou militaires du droit à la libre expression. Parallèlement au procès de Vladimir Montesinos, 187 personnes, présumément associées aux réseaux fujimoristes sont aujourd'hui traduites en justice. De ce nombre, 46 se retrouvent en détention en attente de procès. Les autorités judiciaires prennent le procès de l'ex conseiller présidentiel et de son réseau mafieux avec le plus haut degré d'attention, désirant appliquer une sanction exemplaire afin d'envoyer un message clair aux futurs politiciens et fonctionnaires tentés par des pratiques similaires.

Les relations extérieures devraient également occuper l'attention du gouvernement Toledo dès son entrée en fonction, les relations diplomatiques avec le Venezuela étant rompues depuis le scandale entourant la capture de Vladimir Montesinos. Suite à un désaccord entourant la version du ministre de l'Intérieur péruvien, Ketin Vidal, affirmant que la capture de Montesinos était le résultat d'une longue coopération entre le FBI américain et la police péruvienne, Hugo Chavez décida de retirer son ambassadeur de Lima. Chavez, dans une communication faite en direct à la télévision vénézuélienne, avait souligné le rôle clé joué par les autorités vénézuéliennes dans la capture du fugitif et mentionné qu'à aucun moment, les fonctionnaires de l'État lui ne lui avaient accordé protection. Le gouvernement de transition de

Lima a par la suite imité son partenaire de la Communauté andine et retiré son ambassadeur de Caracas. Le gouvernement de transition, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires Étrangères, Javier Perez de Cuellar, a d'ores et déjà mentionné son désir de ne pas entreprendre de démarches afin de rétablir les relations entre les deux pays, confiant d'office le mandat au nouveau gouvernement qui entrera en fonction à la fin juillet. Par contre, la résolution de ce contentieux, qui montre tout de même la fragilité des relations entre les membres de la Communauté andine, devrait être une formalité. Le président Toledo, tout en appuyant la décision du gouvernement de transition de rompre les relations avec Caracas, a réaffirmé son désir de régler le différend " entre des pays frères dont les relations ne peuvent s'envenimer à propos du sort d'un criminel ".

Parallèlement, les poursuites entreprises contre l'ancien conseiller présidentiel ont fait monter d'un peu plus les pressions sur les instances gouvernementales pour que ces dernières en arrivent rapidement à un accord avec le Japon sur le sort de l'ancien chef d'État péruvien, Alberto Fujimori. Ce dernier est réfugié au pays de ses ancêtres depuis sa participation au sommet de l'APEC, d'où il faxa sa démission. Des enquêtes bancaires sont présentement en cours et concernent, entre autres, des détournements de fonds, originellement destinés à des programmes d'aide sociale des secteurs populaires.

Sur le plan économique, le pays fait face de la part de l'Union européenne à des mesures de restriction sur les exportations de farine de poisson. Le secteur de la pêche pourrait perdre près de 100 millions de dollars É.-U. pour l'année 2001. Le gouvernement du Pérou a fait appel à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC afin de faire lever l'interdiction instituée par le gouvernement de l'Union européenne. Cette mesure s'inscrit dans la cadre des interdictions des farines d'origine animale destinées à l'alimentation des animaux, dans la foulée du scandale de la vache folle. L'année dernière, le Pérou a exporté plus de 400 000 tonnes de farine de poisson vers l'Europe des Quinze, destinées à l'alimentation des élevages de volailles et de porcs. Aux dires de la Société péruvienne des pêches, l'interdit européen est une mesure arbitraire et injustifiée, compte tenu l'absence de preuves démontrant que les farines de poisson péruviennes peuvent être un véhicule de maladies. De même, seulement 5 % du tonnage exporté vers l'Europe serait destinée à l'alimentation des ruminants.

Les exportations du Pérou ont été, pour le premier trimestre de 2001, de l'ordre de 2084 millions de dollars É.-U., soit une chute de 1,1 % par rapport à la même période l'an dernier. Le commerce extra-andin a, quant à lui, chuté de 3,3 %. Par contre, les exportations intra-andines ont quant à elles crû de 31 %, passant de 131 millions de dollars É.-U. pour le premier trimestre de l'an 2000, à plus de 172 millions de dollars É.-U. pour la même période en 2001. De tous ses partenaires de la Communauté andine, c'est avec l'Équateur et le Venezuela que les hausses des exportations se sont avérées les plus fortes, avec des taux, respectivement, de 76,9 % et 47,5 %. Quant aux importations, elles ont augmenté au total de 3,5 % et de 7,1% pour les produits en provenance de la Communauté andine pour la période de janvier à mars 2001, en référence à la même période en 2000. On note également une tendance à la baisse des importations en provenance du Venezuela et de la Bolivie. Encore une fois, c'est avec l'Équateur que la hausse est la plus importante, le taux affichant 64 %, alors que les importations en provenance de la Colombie ont augmenté de l'ordre de 7,9 %.

La chute du PIB, de 0,4 % en mai, a réduit à 1,6 % la contraction du PIB pour les cinq premiers mois de l'année. Jusqu'au mois d'avril, le rétrécissement du PIB se fixait à 2,2 %. Le ministre de l'Industrie a récemment annoncé que les conditions réunies par le gouvernement de transition devraient permettre une reprise de l'activité économique dans les mois à venir. Avec une économie qui semble être au fond du baril et une capacité industrielle inutilisée de 54,3 %, la stratégie annoncée par le nouveau gouvernement Toledo passe notamment par une stimulation de la demande, qui sera initiée par la réduction progressive de l'Impôt extraordinaire de solidarité. En outre, les deniers récupérés par la lutte contre l'évasion fiscale devraient être consacrés à la réduction de la taxe à la valeur ajoutée. Par contre, le souvenir des erreurs du passé pousse les analystes à un certain pessimisme, voyant en ces mesures une approche de court terme. Le défi de l'économie péruvienne se situe davantage sur une

réactivation soutenue et étendue de son économie. Sur un autre plan, l'inflation pour les six premiers mois de 2001 fut de 0,49 %, alors que sur les douze derniers mois, elle atteint 2,51 %

Communauté andine

Le plus récent Sommet de la Communauté andine, qui a eu lieu à Valence, Venezuela, fut l'occasion pour les pays andins de renforcer la coopération sur le plan politique, avec comme objectif principal de consolider le pouvoir de négociation du bloc régional dans les négociations entourant la création de la ZLÉA ainsi que dans la prochaine ronde de négociation de l'OMC. S'est également dégagé du sommet un engagement renforcé de la part des pays andins à soutenir et promouvoir la démocratie. Cet engagement inclut des mesures pour lutter contre le trafic de la drogue ainsi que des mesures de développement social afin de réduire les inégalités, causes d'instabilité et de tension dans la région.

(<http://www.comunidadandina.org/cumbrepres13/acuerdo4.htmprincipal>).

Les directives émises par l'Acta de Carabobo, le document final du sommet, se divisent en cinq grands axes

Tout d'abord, les Présidents des pays andins réaffirment leur désir d'approfondir davantage la coopération politique entre leurs pays respectifs. Ainsi, le Conseil des Présidents a mandaté le Secrétariat général, de même que le Conseil des Ministres des Relations Extérieures, d'élaborer une " politique commune de sécurité et de promotion de la confiance " afin de consolider la paix dans la zone andine. Cette mesure vise à stabiliser les relations entre les pays, fort instables, comme en témoignent les récents événements entre le Pérou et le Venezuela. L'accent sera également mis sur la lutte contre le trafic de la drogue. Le Conseil des Ministres des relations extérieures s'est vu octroyer le mandat d'élaborer un Plan de coopération pour la lutte contre la drogue et les conflits connexes, et ce, à l'intérieur des 90 prochains jours. Finalement, en vue de favoriser la consolidation de l'état de droit et d'améliorer l'administration de la justice, le Conseil des Présidents andin a manifesté son désir d'élaborer une Déclaration des Droits Humains andins.

Le second axe d'action émanant du sommet andin de Valence est l'élaboration d'un Agenda social andin, dans le but de mobiliser l'ensemble des instances de la Communauté andine dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales de la région. Le Secrétariat général s'est vu confier le mandat de resserrer les liens coopération avec la CEPALC afin d'accentuer la cadence de production d'études et de diagnostics sur la situation sociale de la région andine. Il s'est également vu confier le mandat de mettre sur pied un Forum andin de réflexion sur l'intégration et le développement social et économique. L'Acte de Carabobo sollicite également l'intensification des programmes de financement de la CAF envers les projets d'économie sociale, représentés par les micro-entreprises, les coopératives et le travail artisanal.

Sur le plan du Marché commun andin, l'Acte de Carabobo réitère l'échéance du 31 décembre 2005 pour conclure le dit-marché commun. Des objectifs concernant l'inflation, les déficits fiscaux et la dette publique ont aussi été fixés.

Le point majeur de l'Acte de Carabobo demeure toutefois celui de la Politique extérieure commune. La déclaration finale clairement transparaître le désir des pays andins de coordonner leur position face à leurs partenaires commerciaux, mais surtout face aux États-Unis, principal partenaire dont la proportion frôle les 50 % des exportations totales. Cette mesure vaut également pour les forums internationaux. Le Conseil des Présidents donne également le mandat au Conseil andin des Ministres des Relations Extérieures de promouvoir la coopération avec le gouvernement états-unien dans l'élaboration des politiques en matière de lutte contre le narcotrafic (http://www.comunidadandina.org/cumbrepres13/dec_drogas.htm) en lien avec la politique d'Initiative Régionale andine états-unienne. L'Acte de Carabobo fut également l'occasion de réitérer la demande d'inclusion du Venezuela à l'accord préférentiel entre les États-Unis et les pays andins (ATPA) dont la reconduction est actuellement à l'étude au sénat américain. Au sujet de la ZLÉA, les pays membres de la Communauté andine en appellent à

l'approfondissement de la stratégie communautaire afin que la future participation des pays andins à la zone de libre-échange soit équitable et avantageuse, étant donné les différents niveaux de développement et la taille des économies en présence au sein de l'éventuelle ZLEA. Dans la perspective de diversification des partenariats amorcée depuis quelques années par la Communauté andine, l'Acte de Carabobo inclut l'établissement d'une nouvelle entente de coopération avec la Russie, tout comme la dynamisation du dialogue établi avec la Chine.

Finalement, le dernier axe de l'Acte est composé par une nouvelle politique d'intégration et de développement frontalier visant notamment à faciliter la circulation entre les pays andins. La politique établit comme priorité le développement des zones frontalières.

http://www.comunidadandina.org/cumbrepres13/dec_zif.htm